

Déclaration sur les événements de Rosarno (Calabre - Italie)

La lutte des travailleurs immigrants de Rosarno c'est la lutte de tous les travailleurs

A Rosarno, en Calabre, région du Sud de l'Italie, des travailleurs immigrants ont été barbaquement attaqués par des bandes racistes (à coups de barres et de tirs d'armes à feu, blessant gravement un migrant), ainsi que par les forces de l'ordre bourgeois. En réponse à cette agression -et comme ce fut déjà le cas il y a un an dans une autre région, en Castelvoturno- les travailleurs immigrants ont organisé leur auto-défense ainsi qu'une révolte contre leurs agresseurs et contre ceux qui les exploitent.

Il s'agit de travailleurs utilisés essentiellement comme journaliers agricoles et privés de tous droits, à commencer par le droit au permis de séjour. Aussi, comme ils risquent d'être expulsés, ces travailleurs subissent le chantage des propriétaires agricoles pour lesquels ils représentent une grosse source de profits: ils travaillent pour des salaires misérables (un euro de l'heure, par exemple) et même pour pas de salaire, puisque bien souvent, après des mois de travail, ils ne sont pas payés. Sans contrat de travail, ils sont obligés de souffrir les attaques et les violences des contremaîtres, des grands et petits propriétaires (qui, dans le Sud, opèrent de concert avec les organisations maffieuses et criminelles). Ces travailleurs sont par ailleurs obligés de vivre dans des conditions inhumaines, entassés dans des hangars ou des bâtiments abandonnés et insalubres, des lieux très dangereux par la santé. Tout cela, dans un pesant climat d'intolérance raciale. Une intolérance qui, dans le contexte de crise du capitalisme, a été favorisée par les gouvernements des deux coalitions bourgeoises (ainsi que par la législation européenne), à coups de "lois sécuritaires" s'attaquant lourdement aux travailleurs émigrés et leurs familles. En effet, à partir de la loi Turc-Napolitano, suivie de la loi Bossi-Fini, et des deux "paquets sécurité" successifs, Amato et Maroni, les gouvernements ont promu des politiques racistes et construit des centres d'expulsion... Ces lois contre les émigrés rendent de plus en plus difficile l'obtention d'un permis de séjour et, consécutivement, elles génèrent une aggravation radicale des conditions de vie et de travail.

Les violentes attaques racistes et la grave exploitation que les travailleurs immigrants subissent quotidiennement ne sont pas, uniquement, un effet de la présence d'organisations de type maffieux dans la région. Il s'agit au contraire d'un phénomène qui sévit partout en Europe: pour garantir les taux de profit, l'économie capitaliste a besoin d'une "armée de réserve", et ces immigrants privés de droits et de permis de séjour constituent, pour le patronat, une importante source de bénéfices. Les immigrants sont donc indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste, et ils représentent une proportion considérable de la classe ouvrière, principalement dans l'industrie, l'agriculture et la construction. Aussi, à travers les guerres et la spoliation des ressources menée par les multinationales dans les pays d'origine, le capitalisme oblige premièrement les masses désespérées à émigrer pour pouvoir survivre ; ensuite, il les exploite pour en tirer un maximum de profits, tout en promouvant la guerre entre les pauvres pour créer des divisions au sein de la classe ouvrière, y compris au sein des travailleurs immigrants eux-mêmes, ceux qui n'ont pas de permis de séjour devenant automatiquement des clandestins, des "illégaux". Ces divisions affaiblissent toute la classe ouvrière: il n'est possible de défendre le travail et le salaire que par le combat pour des meilleures conditions pour tous (travailleurs « locaux » et travailleurs immigrants, avec ou sans permis de séjour) La Coordination européenne de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) exprime sa totale solidarité aux travailleurs émigrés de Rosarno, soutient les manifestations en leur défense et appelle toutes les organisations syndicales, les organisations politiques et les associations à organiser encore des initiatives pour le soutien aux immigrants.

Nous exigeons :

- **Titre de séjour pour tous les immigrants présents dans le territoire national.**
- **Droits syndicaux pour tous les travailleurs immigrants, et les mêmes droits civils que les travailleurs italiens.**
- **Droit à l'auto-défense organisée pour repousser les attaques racistes.**
- **Droit à un contrat de travail et à un poste fixe pour tous les immigrants ; des salaires dignes et en adéquation au coût de la vie.**
- **Des logements publics et dignes pour les immigrants sans abri.**

Sections de la LIT-QI :

Parti d'Alternative Communiste - PdAC (Italie)

Parti Révolutionnaire des Travailleurs/Gauche Révolutionnaire - PRT-IR (Espagne)

Front de Gauche Révolutionnaire/Rupture - FER/Ruptura (Portugal)

Ligue Communiste des Travailleurs - de LCT (Belgique)

Ligue Socialiste Internationale - ISL (Angleterre)

Groupe Socialiste Internationaliste – GSI (France)

Rimini (Italie), 11 janvier 2010